

CONSEIL DE LA CONCURRENCE, MARCHÉ INFORMEL ET MAFIAS

Les vérités de Mokdad Sifi

Réagissant à des déclarations faites aux médias par des responsables du ministère du Commerce selon lesquelles on devrait voir à l'avenir l'installation du Conseil de la concurrence, M. Mokdad Sifi remet les pendules à l'heure. L'ex-chef du gouvernement retrace ici l'historique de ce conseil en rappelant qu'il a été installé en août 1995. Il s'étonne, par ailleurs, d'autres déclarations faites récemment sur l'informel, et «les mafias qui gouvernent le pays».

R. N.

Par Mokdad Sifi

J'ai eu l'occasion de lire ces derniers jours dans la presse des déclarations de responsables du ministère du Commerce affirmant que le Conseil de la concurrence serait bientôt opérationnel.

Le ministère du Commerce y déclare pour l'opinion que :

«L'idée d'instaurer un Conseil de la concurrence remonte, faut-il le rappeler, aux années 2000. Une ordonnance (03.03 du 19 juillet 2003) est même promulguée en 2003 et avait comme objectif de «fixer les conditions d'exercice de la concurrence sur le marché, prévenir toute pratique restrictive de la concurrence» et «contrôler les concentrations économiques afin de stimuler l'efficacité économique et améliorer le bien-être des consommateurs».

«Le retard mis dans la mise en place du conseil est dû essentiellement à la promulgation des textes et la formation du personnel», explique M. Zelmati qui reste convaincu que le dispositif va peu à peu absorber l'informel.

Connaissant le dossier pour y avoir travaillé longuement et durement dans des circonstances douloureuses pour le pays en 1994 et 1995, il m'a semblé nécessaire, à toutes fins utiles, de :

1) Préciser à votre attention que la loi sur la concurrence avait été promulguée le 25 janvier 1995 et le Conseil de la concurrence nommé par décret présidentiel le 22 août 1995 et installé solennellement par le chef du gouvernement le 30 août 1995.

2) Vous signaler qu'il est loisible de consulter les documents suivants :

-L'allocution du chef du gouvernement à l'occasion de l'installation officielle et publique du Conseil de la concurrence, le 30 août 1995, en présence des médias.

-Le décret présidentiel du 22 août 1995 portant nomination des membres du Conseil de la concurrence (JO n° 47).



Mokdad Sifi.

-Le décret présidentiel du 17 janvier 1996 fixant le règlement intérieur du Conseil de la concurrence.

-Le décret présidentiel du 24 février 1996 fixant la rémunération et le régime indemnitaire applicables aux membres du Conseil de la concurrence.

-La loi du 25 janvier 1995 relative à la concurrence (JO n° 09).

-Et, enfin, la chemise-carton du Conseil de la concurrence où figurent des slogans du Conseil et les coordonnées de son siège (adresse, téléphone, fax).

A noter également que le président du Conseil de la concurrence que j'avais installé officiellement, il y a déjà 18 ans, est, dit-on, toujours en poste, rémunéré, indemnisé, doté d'un budget, il dispose de moyens matériels et effectue des missions à l'étranger autorisées par le ministère du Commerce. Sauf que le Conseil de la concurrence n'a jamais activé, à ce jour, dans la cadre des missions pour lesquelles il a été créé et installé.

La loi 95-06 du 25 janvier 1995 relative à la concurrence fait du Conseil de la concurrence une institution autonome

du gouvernement, une véritable juridiction qui fait son rapport au président de la République et au Parlement et rend public ce rapport un mois après. Cette loi n'a jamais été appliquée pendant 8 ans jusqu'à son amendement par l'ordonnance 03-03 du 19 juillet 2003 qui place le Conseil de la concurrence auprès du chef du gouvernement sans qu'il soit installé. Elle n'a jamais été appliquée non plus pendant 5 ans jusqu'à son amendement par la loi 08-12 du 25 juin 2008 qui place le Conseil de la concurrence auprès du ministre du Commerce et sans qu'il soit installé, sans être appliquée à son tour pendant 2 ans jusqu'à son amendement par la loi 10-05 du 15 août 2010, jamais appliquée également à ce jour et toujours sans installation du Conseil de la concurrence en attendant le prochain amendement. C'est à se demander ce qu'il y aurait derrière ces amendements récurrents sans raisons apparentes puisque les lois restent inappliquées.

Les lois et règlements sus-cités n'ont jamais été appliqués malgré leur promulgation comme de nombreuses autres lois et règlements dans ce sec-

teur et d'autres secteurs, à l'instar des lois relatives à la privatisation, aux marchés des capitaux, aux partis, aux élections, au mouvement associatif, au code communal, au code de wilaya, au foncier, à l'environnement, aux marchés publics, à l'investissement, aux règlements bancaires, aux impôts, aux importations, au change,... sans oublier la loi fondamentale qu'est la Constitution. Il y a de quoi s'étonner que certains semblent s'étonner et découvrir, par hasard et subitement, que des «hors-la-loi» comme le secteur informel et les mafias de ceci ou de cela, gouvernent le pays. Mais qui n'applique pas les lois ?

En conclusion et contrairement aux déclarations du ministère du Commerce affirmant que «le dispositif va peu à peu absorber l'informel», c'est plutôt l'empêchement délibéré du Conseil de la concurrence d'assumer ses missions et la non-application de la loi de la concurrence qui, peu à peu, ont permis à l'informel de gangrener et d'absorber l'activité économique du pays et même toutes les autres activités nationales, politiques, sociales, culturelles et sportives.

J'avais dit à M. Abdelkader Bensalah dans la lettre que je lui avais adressée le 1^{er} juin 2011 que «cette grave déviance a conduit à substituer à la souveraineté de la loi, des méthodes d'exercice du pouvoir basées essentiellement sur des critères népotiques, clientélistes et claniques. Cette forme de gestion permissive a eu pour corollaire la déliquescence de l'Etat et de son administration, laissant le champ libre à la pesante et sclérosante bureaucratie, l'économie informelle, encouragée d'ailleurs, la corruption qui semble désormais s'imposer à l'Etat, apparemment noyé, qui s'évertue à la combattre par le discours et le slogan et des textes sans lendemain, aux pratiques mafieuses qui se généralisent et d'une manière générale disputent à l'Etat le pouvoir de gouverner».

M. S.

ELLE TOURNE À PLEIN RÉGIME, ELLE ENGRANGE DES BÉNÉFICES PAR MILLIARDS ET POURTANT

La cimenterie de Sour-El-Ghozlane, cible des lobbies ?

Avec une production moyenne de 85 000 t/jour, soit un peu plus d'un milliard de tonnes par an, la cimenterie de Sour-El-Ghozlane essaye tant bien que mal de faire face à tous les coups bas et surtout de combattre à sa manière la spéculation qui bat son plein dans le marché du ciment.

85 000 tonnes par jour et le ciment se fait toujours rare

En effet, depuis l'installation de Rezagui Ahcène au mois de février dernier à la tête de cette importante société de production, après que l'Etat algérien eut décidé de se réapproprier sa gestion après quatre ans de gestion par les Italiens, une nouvelle politique a été instaurée. Celle-ci, qui consiste à travailler dans la transparence, semble déranger bien des lobbies qui ont juré sur tous les saints d'avoir la tête de ce nouveau patron venu remettre en cause l'ordre établi. Un ordre établi qui a profité pendant des années à des personnes venues sans un sou et qui sont devenues archi-milliardaires grâce au trafic de ciment.

Ainsi et comme première mesure, M. Rezagui a entrepris de changer le directeur commercial qui a bâti un véritable empire, dit-on, grâce à sa fonction. En installant un nouveau directeur commercial qui travaille dans la transparence, beaucoup de faux entrepreneurs ont été débusqués et la spéculation et autres marchandages ont été balayés. De fait, les entreprises qui n'avaient jamais eu droit à leurs quotas de ciment ont été rappelées et rétablies

dans leurs droits. Aujourd'hui, alors que la cimenterie tourne à plein régime avec une moyenne mensuelle de 85 000 tonnes, soit une moyenne de 4 500 t/j, M. Rezagui, qui nous a reçu dans son bureau, nous montra, en présence du nouveau directeur commercial, M. Bibi, et du directeur technique, les plannings des expéditions quotidiennes depuis son installation. Selon le DG, si le circuit de distribution était surveillé à tous les niveaux, le ciment cédé à l'usine à raison de 300 DA le sac n'atteindrait jamais les 750 voire 800 DA au marché noir.

Ainsi, nous avons vérifié les tableaux des expéditions, les quantités livrées aux entreprises réalisatrices à raison de 3 000 t/j, réparties au niveau des wilayas de Bouira, Tizi-Ouzou, Djelfa, Laghouat et Ghardaïa qui sont alimentées à 100 %, et celles des wilayas de Médéa, M'sila, Alger et Boumerdès en partie. L'autre partie étant satisfaite par les autres cimenteries.

Concernant les petits fabricants qui se déclinent essentiellement comme étant des fabricants de parpaing et de l'hourdi, ceux-ci bénéficient d'une quantité quotidienne de 60 t/j qu'ils prélèvent directement depuis la cimenterie après présentation des dossiers ; les distributeurs comme les Edimco avec une moyenne quotidienne de 900 t/j répartis entre Bouira avec 300 t/j, Tizi-Ouzou avec 260 t/j et, enfin, Ghardaïa et Blida avec 200 t/j chacune ; la Sodismac, une société de distribution rattachée au groupe Gica (Groupement industriel des ciments d'Algérie) de laquelle relève la cimenterie de Sour-El-Ghozlane qui a droit à un quota quotidien de 800-900 t/j et qui les répartit à travers ses trois unités de Dirah avec

300-400 t/j, d'El-Kseur, à Béjaïa, avec 100 t/j et enfin Tizi-Rached, à Tizi-Ouzou, avec également 300-400 t/j. A toutes ces quantités livrées quotidiennement, il faut rappeler, note le DG de la cimenterie, que les Edimco reçoivent également d'autres quantités quotidiennes de la part des cimenteries de Chlef et de Meftah, ce qui fait que les quantités sont autrement plus importantes.

Tel est pris qui croyait prendre

Alors pourquoi entend-on tous ces entrepreneurs qui se lamentent et qui crient à la rareté du ciment et son manque au niveau des cimenteries ? A ce sujet, le DG ainsi que le directeur commercial nous indiquent, chiffres à l'appui, que toutes les entreprises réalisatrices au niveau de la wilaya de Bouira sont régulièrement alimentées en ciment selon les besoins exprimés par les bureaux d'études et de suivi de leurs projets. Cependant, et là, ni le DG ni le directeur commercial ne veulent s'aventurer dans ce raisonnement, la vérité est à chercher ailleurs. Selon nos informations, beaucoup d'entreprises réalisatrices prélèvent les quantités requises pour leurs projets mais elles écoulent une partie au marché noir. De sorte, qu'au final, on assiste souvent à des projets dont les quantités de ciment requises pour leur réalisation sont totalement livrées mais sur le terrain, le taux d'avancement est à 60 ou 70 %. Toutes ces entreprises qui ont éculé une partie du ciment qui leur revenait de droit dans le marché parallèle sont rattrapées par la réalité en se voyant obligées à leur tour d'acheter du ciment au marché noir car n'ayant aucune autorisation pour s'approvisionner depuis les cimenteries.

135 milliards de bénéfices en 2011

Cela étant dit, notons que la cimenterie de Sour-El-Ghozlane, qui travaille à plein régime, a dégagé sur l'exercice précédent, un bénéfice net de 135 milliards de centimes. Lors de la dernière réunion qui a vu la présence du représentant du ministère de l'Industrie, de celui du groupe Gica, du partenaire italien, qui détient des actions dans l'unité à hauteur de 35%, et également du partenaire social, il a été décidé, après d'âpres négociations avec le partenaire social, de céder la somme de 8 milliards de centimes aux travailleurs comme primes, à répartir équitablement entre tous les travailleurs de l'unité, depuis la femme de ménage jusqu'au cadre supérieur. La somme qui est revenue à chacun d'eux, avec pour la première fois les CTA ou les travailleurs recrutés dans le cadre du contrat de travail aidé, est de l'ordre de 16 millions de centimes en moyenne.

Or, cette somme ne semble pas agréer certains travailleurs qui ont protesté ce mardi devant le siège de l'administration. Cependant, et d'après les représentants des travailleurs que nous avons rencontrés ce mercredi sur les lieux, la contestation est l'œuvre d'une dizaine de personnes sur les 547 que compte l'unité. Un nombre insignifiant selon ces représentants alors que le DG, Rezagui Ahcène, évoque des «manipulations à des fins inavouées».

Le DG dira même qu'à chaque fois que la société essaye de passer à une autre étape dans son développement et son émancipation, des manipulateurs surgissent de nulle part pour perturber le bon déroulement et la sérénité qui prévalent au sein de l'usine.

Y. Y.